

## Les soirées-débats de *Question Marx* au Lieu-Dit (19h-21h)

6 rue Sorbier 75020 Paris – 01.40.33.26.29

Accès : métro Ménilmontant (ligne 2) ou Gambetta (ligne 3) ; bus n°96

### Pour un nouvel internationalisme

Contacts : Pierre Dardot : [apdardot@orange.fr](mailto:apdardot@orange.fr) ou Christian Laval : [chr.laval@wanadoo.fr](mailto:chr.laval@wanadoo.fr)

Avec le soutien de :



Face aux ravages de la mondialisation néolibérale, dont le principe a été la libéralisation de tous les marchés et dont l'effet a été la mise en concurrence généralisée de tous les travailleurs du monde, la tentation est grande aujourd'hui de voir dans l'État-nation l'ultime rempart qui pourrait préserver les systèmes sociaux, les particularités culturelles, les derniers restes de la souveraineté populaire. L'heure serait donc, à gauche, au « patriotisme économique » et pour certains à la « démondialisation », seule façon de préserver des marges d'intervention économique et des possibilités de redistribution de la richesse produite.

Comment lutter contre le néolibéralisme ? Telle est la principale question stratégique qui nous est posée. La seule façon d'y répondre est de sortir de l'alternative « protectionnisme ou libre-échange » dont une grande partie de la gauche reste encore prisonnière. Nous ne croyons pour notre part ni aux vertus ni aux chances de l'étatisme national, fut-il de gauche. Mais nous savons aussi que ce retour des vieilles lunes nationales-étatistes, quand ce n'est pas du souverainisme dans sa version la plus caricaturale, tient aux faiblesses de l'altermondialisme qui n'a pas encore trouvé les formes organisationnelles et la doctrine d'une action efficace à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de rouvrir la question, longtemps centrale dans le mouvement ouvrier, de « l'internationalisme » : ce faisant nous ne méconnaissons pas, bien au contraire, le caractère problématique de ce dernier terme qui circonscrit d'emblée la réflexion au seul champ des relations *entre* les nations au lieu de dessiner clairement la perspective d'une action et d'une citoyenneté qui traverseraient les frontières nationales (et qui seraient en ce sens *trans*-nationales plutôt qu'*inter*-nationales).

Que pourrait être aujourd'hui ce « nouvel internationalisme » que nous appelons de nos vœux ? Telle sera la question ouverte que nous soumettrons à des économistes, des historiens, des sociologues, des philosophes, des juristes au cours du nouveau cycle de réflexion de *Question Marx*.

### **Calendrier 2012-2013 (les mercredi de 19h à 21h au Lieu-Dit)**

24 octobre Le protectionnisme est-il l'alternative au néolibéralisme ?

5 décembre L'internationalisme hier et aujourd'hui

20 février Quel fédéralisme en Europe ?

17 avril Penser la citoyenneté mondiale

**Première soirée-débat de Question Marx**  
**le mercredi 24 octobre 2012 de 19h à 21h**

**Avec El Mouhoub Mouhoud**, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine, co-auteur de (avec D. Plihon) *Le savoir et la Finance Des liaisons dangereuses au cœur du capitalisme contemporain*, et (avec P. Dardot et C. Laval), de *Sauver Marx ?*

**et Thomas Coutrot**, coprésident d'Attac France, corédacteur du Manifeste d'économistes atterrés.

**Le protectionnisme est-il l'alternative au néolibéralisme ?**

Aux yeux de beaucoup à gauche, le protectionnisme serait l'alternative aux politiques d'austérité, aux « chocs de compétitivité », et aux « réformes structurelles » mises en œuvre par les gouvernements néolibéraux. Combattre la déflation salariale, le dumping fiscal, la « négligence » environnementale, préserver les emplois menacés dans les bassins industriels, autant d'exigences qui devraient conduire logiquement la gauche à s'engager dans la « démondialisation ».

Le débat n'est pas nouveau : dans les années 1880-1890 comme dans les années 1930, la crise du capitalisme poussait à la protection douanière et au recentrement sur le marché national. Mais est-il bien pertinent de reconduire ces vieilles recettes ?

Trois questions valent en particulier d'être posées : 1/ Peut-on réduire le néolibéralisme à la libéralisation totale des marchés ? 2/ L'État national est-il le seul ou le meilleur instrument de lutte contre les politiques néolibérales ? Quel est à cet égard son pouvoir réel ? Ne faut-il pas en appeler à un niveau supranational ? 3/ En voulant faire de l'Etat national le rempart contre l'offensive des marchés ne court-on pas le risque de renforcer plus encore le monopole antidémocratique de l'initiative politique que s'arroge cet Etat aux dépens des citoyens ?

Ces questions ne sont pas seulement ni même principalement « macro-économiques », elles relèvent avant tout de la stratégie politique. *Démondialisation, altermondialisation...* : quelle voie suivre ? Si rien n'est plus important que d'en débattre, c'est que la réponse risque fort de diviser profondément la gauche critique dans les années à venir.

